RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

ELECTIONS LEGISLATIVES DU 23 JUIN 1968

Département du Val de Marne - 6e Circonscription

LA FEDERATION DE LA GAUCHE DEMOCRATE ET SOCIALISTE



46 ans, marié, père de famille,
conseiller municipal,
membre du Comité directeur
de la F.G.D.S. du Val-de-Marne,
président de la F.G.D.S. de Champigny,
fonctionnaire, médaillé militaire,
croix de guerre 1939-45,
syndicaliste coopérateur,
administrateur de mutuelle,

vous présente son candidat :

Marcel VEDRINE

Citoyennes, Citoyens,

Les militants de la 6e circonscription nous ont démocratiquement désignés pour les représenter et défendre les conceptions politiques de la F.G.D.S.

Le gaullisme, après dix ans de pouvoir abusif, s'écroule.
Etudiants, salariés, paysans et artisans, unis dans la Révolution de mai 1968, ont révélé la sénilité du régime.

La F.G.D.S. propose la relève.

Pour débaillonner l'O.R.T.F.,
Pour l'abrogation des ordonnances de la Sécurité sociale,
Pour la liberté syndicale au sein des entreprises,
Pour la libération et la promotion réelle de la femme,
Pour des logements sociaux,
Pour la justice fiscale,
Pour une participation réelle de tous aux affaires de la Nation,
Pour une politique de la jeunesse,
Pour le plein emploi,
Pour l'aide aux vieux et handicapés physiques,
Pour le respect des droits des Anciens combattants,
Pour une politique de Paix et de solidarité internationale,

et vous demande de voter pour lui.

Contre le paternalisme administratif et intellectuel dans l'Université,
Contre les ruineuses dépenses de prestige du gaullisme,
Contre l'asservissement de l'Assemblée Nationale.
N'égarez pas vos voix sur des listes inutiles, votez, dès le premier tour, pour le candidat d'UNION REPUBLICAINE DEMOCRATE ET SOCIALISTE.
Ni aventure, ni dictature : la Démocratie. VOTEZ F.G.D.S.

Votez

Marcel VEDRINE

Candidat

ANNE-MARIE ZELENSKI

suppléante, 30 ans,
professeur agrégée,
membre du conseil d'administration du club Démocratie et Université,
présidente de la commission du Mouvement démocratique féminin.



● **LE GAULLISME EST LE CONTRAIRE DE LA DEMOCRATIE ECONOMIQUE ET SOCIALE.**

● **LE GAULLISME EST LE CONTRAIRE DE LA DEMOCRATIE POLITIQUE.**

LE GAULLISME A FAIT FAILLITE

Dix ans de pouvoir absolu ont, en fait, organisé :
- le chômage des jeunes et d'un demi-million d'adultes ;
- l'inquiétude des cadres à la suite de concentrations improvisées ;
- la détresse des personnes âgées ;
- l'appauvrissement continu de larges couches paysannes ;
- l'accroissement des difficultés des artisans et des commerçants ;
- la répartition injuste du produit de l'effort collectif ;
- la pénurie de logements sociaux ;
- l'injustice fiscale.

PAR CONTRE, LE GAULLISME A FAVORISE

Dans l'ordre économique :
- les possédants, par une fiscalité avantageant les sociétés anonymes et les grosses fortunes ;
- les industries de guerre, par des privilèges exorbitants ;
- la spéculation sur l'or, les terrains et les constructions de luxe.

Dans l'ordre politique et intellectuel :
- l'embrigadement de la fonction publique ;
- la mise en tutelle et la crise de l'Université ;
- le mépris des aspirations de la jeunesse.

Dans l'ordre international :
- une politique de faux prestige, fondée sur une force de frappe illusoire et ruineuse ;
- le soutien de régimes totalitaires ou racistes (Espagne, Portugal, Union Sud-Africaine, etc.).

● **LE GAULLISME EST LE CONTRAIRE DE LA DEMOCRATIE INTERNATIONALE.**

Dix ans de pouvoir absolu ont, en fait, entraîné :
- l'Europe dans une impasse ;
- la France dans un isolement volontaire sans précédent ;
- son absence de toutes les négociations du désarmement ;
- l'abandon d'engagements internationaux, notamment vis-à-vis d'Israël, et le refus, pour des raisons étroitement nationalistes et mercantiles (pétrole), de contribuer à la détente au Moyen-Orient.

La F.G.D.S. présente aux électeurs un programme possible et immédiatement réalisable.

Sur la base de son programme du 14 juillet 1966, la Fédération affirme sa volonté de consolider les avantages arrachés par la victoire des travailleurs et d'avancer vers la démocratie socialiste en poursuivant trois objectifs :

● **UN PLAN DEMOCRATIQUE.**
● **DES HOMMES RESPONSABLES.**
● **UNE POLITIQUE DE PAIX ET DE SOLIDARITE INTERNATIONALE.**

Pour ce qui est de LA CONSTRUCTION ET DU LOGEMENT, la France est le seul pays de l'Europe des Six à connaître une crise qui persiste et s'aggrave, et la F.G.D.S. — consacrant le droit au LOGEMENT comme un des droits fondamentaux des citoyens — prendra l'initiative d'un vaste plan d'action susceptible de conduire à une production annuelle de 600.000 logements, dont 350.000 logements sociaux.

Le DROIT A UNE INFORMATION OBJECTIVE est le corollaire du droit à l'enseignement. L'organisme national de Radio-Télévision devra, à l'exclusion de toute recette d'origine publicitaire, disposer d'un statut garantissant son indépendance. Les opinions exprimées au Parlement, dans la presse et dans les syndicats seront impartialement diffusées...

Il importe de rendre LA FISCALITE juste et sincère, tout en la mettant au service du développement de l'activité économique :
- par l'abrogation des privilèges fiscaux injustifiés octroyés par le régime gaulliste ;
- par une simplification des procédures de la T.V.A., notamment en faveur du commerce et de l'artisanat.

Ces décisions permettront :
- de préserver les avantages arrachés par les salariés au grand patronat et à son gouvernement ;
- de créer les conditions de nouvelles conquêtes sociales.

Toute politique étrangère se définit par rapport à des objectifs et à des principes. La diplomatie gaulliste n'a ni doctrine, ni moralité. C'est une diplomatie de clientèle et de règlement de comptes.

Un gouvernement démocrate socialiste français préconisera la construction progressive d'un POUVOIR POLITIQUE EUROPEEN, démocratiquement contrôlé, auquel seraient déléguées des attributions limitées mais précises dans les domaines de la planification, de la monnaie ,de la technologie, de la recherche scientifique, de la santé et de la législation sociale.

Ces politiques communes seront d'autant plus efficaces que les institutions européennes seront plus largement ouvertes :
- à l'ensemble des organisations politiques et syndicales ;
- aux pays démocratiques qui ont exprimé la volonté d'y adhérer, notamment la Grande-Bretagne et les pays scandinaves.

Une telle communauté européenne recherchera une large coopération économique avec les pays de l'Est, en vue de favoriser la coexistence pacifique et de préparer l'unité à plus long terme de l'Europe tout entière.

Quant aux problèmes immédiats de la Paix mondiale, le maintien de celle-ci exige :
- au VIETNAM, l'arrêt immédiat et inconditionnel des bombardements américains sur le Nord-Vietnam et le règlement négocié du conflit, notamment par l'application des principes des accords de Genève qui prévoient, en particulier, le droit du peuple vietnamien à fixer librement son sort ;
- au PROCHE-ORIENT, une solution librement négociée entre les belligérants, assurant à Israël et à ses voisins arabes des possibilités de développement pacifique. La France devra, pour son compte, respecter les engagements particuliers auxquels elle a souscrit.

Vu, le candidat

SODEEB - Paris